

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE
14, rue Drouot (Paris 9)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

REDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2)
Téléph. : CENTRAL 80-62

5 centimes — PARIS ET DEPARTEMENTS — 5 centimes

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Etranger 32 fr.
Les abonnements pour 6 mois sont reçus

DIRECTEUR : Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9^e)

Après la chute de M. Zaïmis Il faut soutenir le Peuple grec

Le coup de théâtre qui vient de se produire à Athènes par la chute du ministre Zaïmis peut complètement changer la face des choses dans les Balkans. Mais il faut pour cela que, rompant résolument avec la funeste politique d'attribution et de vaines finasseries, pratiquée par M. Delcassé, notre diplomatie et celle de notre grande alliée d'outre-Manche sachent vouloir et agir.

Il faut que M. Briand, qui a, mercredi, défini avec tant de noblesse et d'élevation l'esprit de la politique extérieure de la France, pratique, dans ce qui est de la France, ces principes fondamentaux qui font de notre pays le « champion du Droit dans le monde », le peuple qui en un langage immortel proclama, lors de sa Grande Révolution, « qu'il fallait la guerre aux tyrans et non aux peuples ».

Le grand homme d'Etat qu'est M. Venizelos — le premier qui au milieu des politiciens de village qui dirigent les affaires de la plupart des Etats balkaniques, ait su s'élever à la belle conception, hélas aujourd'hui ruinée, de l'Entente balkanique — a derrière lui l'immense majorité de la nation. Cette majorité, son importance ne peut se calculer sur le chiffre de voix qu'il a obtenues dans la Chambre grecque : 147 contre 114. Sa majorité comprend en réalité les trois quarts, voire les quatre cinquièmes du pays; la minorité qui soutenait M. Zaïmis et son lâche abandon de la Serbie est faite des élites de nouvelles circonscriptions annexées depuis la dernière guerre, peuplées surtout de paysans turcs et bulgares ou d'israélites espagnols qui, naturellement, ne connaissent rien des aspirations et des intérêts de leur nouvelle patrie. M. Goumis avait pu d'ailleurs, sous une forte pression administrative, y faire dire qu'il avait l'immense majorité des Hellènes est derrière M. Venizelos : le devoir impératif du vœu.

roi Constantin est, suivant la formule célèbre, de « se soumettre ou de se démettre ». S'il refuse de rappeler M. Venizelos, c'est qu'il prétend violenter la volonté clairement exprimée de la nation. Dissoudre la Chambre sans faire de nouvelles élections serait un pur coup d'Etat. Consulter le suffrage du pays est impossible, puisque la mobilisation a arraché à leur foyer toute la fleur de la nation.

Dans ces conditions, le devoir des Alliés et par dessus tout de la France et de l'Angleterre, qui, il y a 88 ans, ont libéré la Grèce de ses oppresseurs, est clair.

Autant une intervention arbitraire dans les affaires intimes d'une nation, quelle qu'elle soit, autant la moindre atteinte à son intégrité territoriale et à son indépendance nous fait horreur — comme à tous les républicains fidèles à la tradition glorieuse de la Révolution — autant il est de notre devoir impératif de défendre et de protéger le peuple grec contre un coup d'Etat germano-monarchiste.

Si le roi Constantin, et la camarilla germanophile de l'Etat-major grec, veut passer outre aux volontés clairement exprimées du peuple hellénique, les canons de la flotte anglo-française doivent et peuvent — comme à Navarin, — libérer la Grèce de ses oppresseurs.

Il suffira d'ailleurs sans doute qu'on sente une vigoureuse résolution chez les Alliés pour que, à Athènes, les résistances tombent et que les mauvaises volontés s'évanouissent. C'est alors la Grèce à nos côtés, remplissant enfin ses obligations à l'égard de la Serbie, et c'est aussitôt après la Roumanie — pour peu que Petrograd y mette un peu du sien — entrant également en ligne contre l'impérialisme austro-allemand.

Jean LONGUET.
Député de la Seine

La Crise du Pétrole

J'ai été le premier à signaler, ici, la crise du pétrole et à dénoncer le cynisme avec lequel le Syndicat des raffineurs — illégal et justiciable de la loi contre les coalitions — abuse de la situation.

Il faut revenir sur cette question, qui intéresse non seulement les chauffeurs d'automobiles et le public qui les emploie, mais bon nombre d'industries qui touchent à la défense nationale, ainsi que la partie pauvre de la population qui s'éclairait et parfois se chauffe avec le pétrole.

Pour comprendre la question, pour juger les fautes commises par l'Etat et l'abus qu'en ont fait les raffineurs, il faut connaître d'abord les conditions dans lesquelles s'exerce le commerce du pétrole : car c'est bien un commerce et non une industrie, et les raffineurs ne sont pas des industriels, comme ils aimeraient le faire croire.

Le droit protecteur de 2 fr. 50 par cent kilos qu'on a fait voter par les Chambres, sous prétexte de défendre une industrie française, est un atout. Depuis le vote de la taxe de raffinage établie en 1902, sous le ministère de M. Caillaux, le droit protecteur est réduit à 1 fr. 25, c'est-à-dire qu'il est insuffisant pour couvrir la perte qui résulte de l'élimination du produit brut. Et si les raffineurs distillent encore un peu, c'est qu'ils importent des produits raffinés, mais d'une façon volontairement insuffisante, pour profiter de la tolérance qui accorde la protection aux produits contenant au moins dix pour cent de brut.

Ainsi la loi encourage un sabotage

dont profitent les raffineurs, mais qui augmente, naturellement, le prix de revient de la marchandise, puisqu'elle doit subir deux distillations, l'une incomplète, au dehors, l'autre en France.

Mais encore une fois, ceci n'est que peu important, et c'est ailleurs que les raffineurs trouvent la source de leur privilège et de leurs bénéfices.

Le pétrole n'est pas une marchandise ordinaire. Il faut pour le transporter un matériel spécial : fûts, wagons et bateaux-citernes. Il faut pour l'emmagasiner un matériel non moins difficile à improviser, un matériel coûteux et rare : tanks, citernes et fûts.

Or, cet appareillage, les raffineurs sont seuls à le posséder. Forts d'une situation qu'ils ont créée jadis à l'abri de la protection officielle et occulte qu'ils ont su s'assurer, ils ont pu à peu près ruiner toutes les concurrences et concentrer le commerce du pétrole entre les mains d'un syndicat tout puissant qui ne compte que quelques firmes privilégiées.

Cette situation existait avant la guerre. Je dirai comment elle a été aggravée par le gouvernement qui aurait dû prendre en mains la gestion de l'approvisionnement du pays et qui n'a su ni mettre à la raison le Syndicat des raffineurs, ni tirer parti des moyens dont il dispose.

En sorte que, malgré les profits exorbitants qu'on réalisait les raffineurs, on n'a pu éviter la pénurie actuelle.

J'expliquerai comment cela a été possible.

Miguel ALMEREYDA

The right man in the right place Le Ministère des Inventions

Il fallait un calculateur... pour une fois ce ne fut pas un dandy qui l'obtint !

M. Paul Painlevé a été élevé à la fois à la double dignité de ministre de l'Instruction publique et de ministre des Inventions.

Un ministère des Inventions ! La guerre, vraiment, fait surgir des initiatives hardies dans ce pays de France si souvent accusé de routine administrative. Et puisque nous prenons parfois un plaisir ironique à étaler les défauts et les défaillances de notre vie publique, saluons pour une fois un de ces heureux de l'activité française pendant cette période de guerre.

Si l'on veut bien ne pas perdre de vue la perfection du mécanisme d'agression organisé par l'Allemagne, et, à tous les points de vue, l'état d'impréparation dans lequel nous nous trouvons, il est une constatation consolante que nous ne pouvons pas ne pas faire : la France s'est adaptée avec une surprenante rapidité et une aisance imprévues de l'adversaire, aux multiples difficultés de la guerre qui lui était imposée.

Un exemple caractéristique de cette adaptation heureuse et rapide a été fourni par le sous-secrétariat de l'artillerie et des munitions. Cet organisme entièrement nouveau a surgi de terre en quelque sorte tout bâti. C'est en quelques semaines, en quelques jours, qu'une inlassable activité et une intelligence claire ont forgé l'organisme indispensable à la France en bataille. Aujourd'hui, la ruée est en plein travail et son rendement est supérieur à n'importe quelle entreprise d'initiative privée. M. Albert Thomas, universitaire d'origine, historien de formation, député d'avant-garde, s'est révélé ingénieur de race, et industriel d'inspiration.

Comme une usine américaine où le rendement serait à son point optimum, le sous-secrétariat de l'artillerie « débite » des munitions. Le pays le sait et on peut dire que c'est une des bases de sa confiance.

Mais voici qu'une autre idée a fait son chemin. Elle est d'origine anglaise et reçoit en France une application éclatante. A une guerre nouvelle, se sont dit certains esprits novateurs, correspondent des méthodes nouvelles. S'il faut vivre sous terre, observer l'ennemi, cracher la mitraille, niveler l'obstacle, pour déloger l'adversaire, le « décoller » de la terre, ni les armes ni les équipements d'hier n'y suffisent. En bien, nous créerons des armes et des équipements nouveaux. L'Allemand tenace et méthodique trouvera devant lui les Français ingénieux.

Et depuis quinze mois le cerveau des inventeurs s'est mis en travail. Sans doute, cette fièvre a produit bien des bouillonnements stériles et chétifs, bien des conceptions mortes-nées, bien des chimères inapplicables, bien des « nouveautés » primées de longue date. Mais malgré tout, un courant généreux et fécond a été créé.

Il y a une Commission des inventions rattachée à la Défense nationale. Elle a recueilli et filtré des milliers et des milliers de propositions. Elle en a retenu quelques-unes, elle les a patronnées, encouragées, conduites à terme.

La fabrication des canons de tranchées, les grenades, l'artillerie contre les avions, les méthodes scientifiques de visé, ont été instituées ou renouvelées. De hauts problèmes de physique ont été abordés et résolus, notamment en ce qui concerne le repérage de l'artillerie par le son, les appareils d'écoute pour travaux de mine. On ne dira jamais combien de vies humaines ont été sauvées par cette mise au service de la guerre, des méthodes scientifiques les plus ardues.

De même la chimie de guerre, explosifs et gaz, a été entièrement improvisée et renouvelée. Il a bien fallu suivre l'ennemi sur le terrain où sa barbarie raffinée, a voulu nous entraîner.

Il faut, certes, parler de ces choses avec réserve. Mais il sera un jour établi que sur aucun terrain, les chimistes et les physiciens français n'ont été inférieurs aux chimistes et aux physiciens allemands.

Cependant la France a voulu faire plus et mieux. Elle crée un ministère de l'ingéniosité française, elle en remet la direction à un savant hardi, alerte et jeune, et elle lui dit : Va, crée, organise, innove.

Nous osons dire que l'idée et le choix sont heureux. Dans l'ordre mathématique, M. Painlevé a, parait-il, résolu des problèmes accessibles seulement à cinq ou six personnes en Europe, et il a établi et fixé des directrices sur lesquelles travaillent aujourd'hui ses élèves de l'Ecole Polytechnique. C'est un grand et un dilettante de l'équation. La France remet en ses mains expert-

les le problème tragique qui s'impose : de préparation moindre et de population moindre. Il lui faut cependant vaincre l'adversaire. L'intelligence française triomphera du nombre et de la force allemande.

Et qu'on ne croie pas à quelque effet de foi mystique. Un savant comme M. Painlevé ne s'illusionnera pas sur ce que peut donner le ministère des Inventions qui fonctionnera demain.

Il donnera d'abord ceci : un lieu de ralliement, de centralisation des efforts inventifs.

La Commission des inventions subsistera sans doute, mais subordonnée au ministre, sans président d'hier, qui la vivifiera, l'animera, la soutiendra.

Et puis, il faut qu'il y ait autour du ministre des techniciens et des administrateurs, des hommes de foi et d'ardeur. Lorsqu'un procédé, une arme, une méthode auront été reconnus bons, aucune lenteur administrative, aucune paperasserie, aucun organisme intermédiaire et compliqué : la parole sera aux soldats des tranchées et aux officiers qui les commandent. Le grand quartier général juge en dernier ressort, mais préalablement mis en mesure, par des expériences méthodiques et dignes de foi, d'apprécier en toute valeur.

Attendons-nous du ministère des Inventions qu'il fasse surgir chaque matin une nouveauté sensationnelle ? En aucune façon. Les hommes avertis pensent qu'il n'y a pas à l'heure actuelle cent inventions possibles ou seulement utiles pour produire de grandes conséquences. Les directions dans lesquelles il faut travailler sont dès maintenant tracées. Il faut que le pays sache que cette guerre ne se terminera pas sans que de grandes surprises soient ménagées à ceux qui croient à l'intangibilité des tranchées. Il ne nous appartient pas, nous le répétons, d'en dire plus qu'il n'est séant, mais la balistique des tranchées n'a pas dit son dernier mot, non plus que l'artillerie spéciale à ce genre de forteresse. Certains procédés d'attaque sont, pour demain, prévus et étudiés.

Ces procédés seront mis au point par une collaboration éclairée, dirigée, de tout ce que la France compte de savants qualifiés ou d'hommes d'intuition. Or, il n'y a pas d'homme à l'heure actuelle qui connaisse mieux que M. Painlevé le personnel scientifique de France. C'est sous sa direction et ses inspirations que déjà des problèmes de physique de guerre ont été résolus. Tel jeune physicien pourrait témoigner de quelle façon M. Painlevé, frappé de la cruauté des pertes d'hommes par la pose de mines ennemies souterraines, lui dit un jour : il faut trouver l'appareil qui débite à distance les travaux de sape ; voici les éléments du problème, résolvez-le dans ce sens.

Le jeune physicien y travailla trois mois, il y mit ses jours, ses nuits, sa vie, mais l'appareil fut créé et six cents fonctionnèrent au front aujourd'hui.

Voilà ce que produira ce ministère et ce ministère des Inventions ; la coordination des efforts de tous les chercheurs qualifiés.

La France comprendra qu'ici il n'est pas question de politique, et que le portefeuille des Inventions n'a pas été offert par un « camarade » politique à un autre camarade. Le choix de M. Painlevé pour une telle place honore celui qui l'a fait et celui qui en est l'objet.

Sans doute, l'œuvre à accomplir est gigantesque. Cependant, si nous mettons à l'avant tout ce que la France compte de forces, et si nous utilisons à l'intérieur tout ce qu'elle compte d'intelligences, non seulement nous aurons la victoire, mais nous l'aurons en beauté.

Dans Paris

LE FEU. — La nuit dernière, rue des Rigoles, 70, le feu se déclara dans un atelier bâti en planches. Eteint par les pompiers après une heure 30 de travail.

HORRIBLE MORT. — Une des cloisons de la suite à charbon d'une usine située rue de Crimée, cédait sous le poids du combustible en s'effondrant sur le jeune Joseph Lamouille, 17 ans, qui avait cessé de vivre quand les pompiers purent le dégager.

LA CAMBRIOLAGE. — (De notre correspondant.) — La nuit dernière deux cambrioleurs à Villeneuve-Saint-Georges. Un dans la pharmacie de la localité. L'autre chez M. Chardon, notaire, par un individu masqué qui prit la fuite, l'événement est domé.

LE VALLOIS. — A la suite de chagrins intimes, Mlle Pauline Hosten, 80 ans, couturière, demeurant rue de Courcelles chez ses parents est allée se jeter à la Seine. Les mariniers de la péniche Olga, se sont portés à son secours mais ils n'ont pu après une demi-heure de recherches, repêcher qu'un cadavre.

CE JOURNAL NE DOIT PAS ETRE CRIE

La coopération russe aux Balkans

On nous avait dit, l'autre jour, que 250.000 Russes s'acheminèrent vers la Bulgarie. Un autre télégramme nous assurait que des transports, partis d'Odessa, faisaient route pour Varna. Le bombardement du port n'aurait même été entrepris que pour préparer le débarquement. Aujourd'hui, un démenti officiel nous apprend que ces nouvelles étaient purement inventions. Voilà ! nous avons une fois de plus donné en plein dans les mensonges de l'agence Wolff !

On nous affirme maintenant que des concentrations russes importantes s'effectueraient dans la Bessarabie méridionale, près de Reni, sur la rive gauche du Danube. A tout prendre, la nouvelle comporte de sérieuses probabilités.

Nous devons cependant envisager l'événement comme possible, qu'il ne le complet parmi les faits acquis qu'après nouvelle confirmation.

Voyons simplement quelles seraient les conséquences de cette concentration. Un coup d'œil sur la carte montre que l'opération a pour théâtre la frontière roumaine au voisinage du confluent du Danube et du Pruth.

Reni fait face, en terre bessarabienne russe, à la ville roumaine de Galatz. Or, Galatz se trouve sur la rive gauche du Danube ; c'est un port important desservi par diverses voies ferrées, notamment celle qui rejoint Vercoiorova à la frontière bulgare, par Bucarest.

Le choix de Reni pour la concentration du corps expéditionnaire russe de Serbie, laisse supposer que les conversations diplomatiques roumaino-russes tendent vers un accord. L'armée russe songerait donc à camper les voies de communication roumaines pour venir au secours de la Serbie.

Or, une nouvelle d'Allemagne affirme que Français, Anglais et Russes ont arrêté un vaste plan d'action commune contre la Bulgarie. L'agence Wolff ne nous trompe sans doute pas, cette fois.

Il est dans ce cas à présumer que nos alliés exerceraient leur pression contre l'axe droit bulgare sur le versant oriental du Golubine Plarına, tandis que les contingents franco-britanniques opéreraient en liaison vers le sud, attaquant résolument les colonnes d'attaques bulgares au sud de Nisch.

Tenons-nous, aujourd'hui, à ces conjectures, songeant que décidément nos affaires aux Balkans ne sont pas aussi mauvaises qu'on pouvait le redouter.

Les Russes ne font pas route pour Varna...

Londres, 5 novembre. — On télégraphie de Pétersbourg aux journaux anglais : « L'information d'après laquelle les Russes auraient débarqué à Varna est absolument dénuée de fondement. »

...mais pour le Danube
Amsterdam, 3 novembre. — Un message de Berlin à la Deutsche Tageszeitung dit que, selon des informations de Kichinev, quinze trains militaires transportant de l'infanterie et de l'artillerie lourde viennent de partir à destination du port russe de Reni.

Les Mystères d'un Scrutin

Ce ne sont plus les opinions politiques qui guident les membres de la commission du budget pour choisir leur président et leur rapporteur général.

L'Union Sacrée a fait son œuvre. La preuve manifeste en est dans l'élection d'hier de M. L.-L. Klotz et de M. Raoul Péret.

Si les conceptions financières d'autrefois qui servent celles de demain avaient eu une importance dans l'élection, M. Nouvens comme président, M. Maurice Long comme rapporteur, eussent dû bénéficier des voix des 11 radicaux socialistes (MM. André Hesse, Bouffandeau, Cécaldi, Daniel-Vincent, J.-L. Dumessnil, Franklin-Bouillon, Maurice Long, Monestier, Noulens, Renard, Simyan) ; des 7 socialistes unifiés (MM. Aty, Aubriot, Bedouze, Compère-Morel, Groussier, Varenne, Veber) ; des 2 républicains socialistes (MM. Albert Grédot, de Kerzevez) ; M. Klotz et M. Raoul Péret n'eussent pu prétendre qu'aux suffrages des quatre membres de la Gauche radicale (MM. Abel, Charles Dumont, Noël, Raoul Péret) des 2 républicains de gauche (MM. Daricq, Siegfried), des 2 gauche démocratique (MM. Lebrun, Emmanuel Brousse) ; des 5 progressistes (MM. Bienaimé, Dubois, L. Marin, Raiberti, Julien Roche), des 2 action libérale (MM. J. Denis, Jacques Piau) et 1 non inscrit (M. Georges Ance). Mais il n'en a pas été ainsi. Des considérations d'ordre privé ont prévalu et des membres de la commission vivement partisans de l'impôt sur le revenu ont préféré sacrifier l'idée à l'amitié.

Ce résultat n'aura pas de grands inconvénients pendant la durée de la guerre, par suite de l'Union Sacrée et de l'absence de dépôt de budget, mais il peut en avoir au lendemain des hostilités car il faut prévoir l'adoption d'une politique financière conforme aux intérêts de la démocratie, c'est-à-dire une politique qui aboutira rapidement à l'application de l'impôt sur le revenu et sur la richesse.

Wells, les Balkans et la Démocratie

Au sujet précisément de la faiblesse de notre diplomatie dans les Balkans, M. Charles Maurras a cru devoir citer quelques phrases tronquées de Wells qui, sans leur contexte, pouvaient paraître servir les intérêts de la cause que l'Action française défend et maintient.

« Selon M. Maurras, H.-G. Wells abandonnait la démocratie et se jetait à bras ouvert dans l'autocratie. »

Et cela permet au collaborateur de Daudet de dire ce matin :
Au siège de Troie, si Homère est bon historien, le sage Ulysse condensait cet avis dans la maxime lapidaire : « Le gouvernement de plusieurs n'est pas bon. Qu'il y ait un seul chef, un roi... » Nous sommes heureux de voir successivement, Lausanne, Genève, Francfort, Cologne, Leipzig, Vienne, Berlin et Londres même apposer des signatures ultra modernes à l'antique aphorisme du plus prudent de tous les Grecs.

M. Maurras a certainement fait du progrès, car en recueillant que H.-G. Wells représente à lui seul l'opinion londonienne et même anglaise, il va même plus loin que nous. Et puisqu'il a cité, il nous permettra de le citer à notre tour — toujours au sujet des Balkans.

Voici ce qu'a dixième chapitre de La Guerre qui tuera la Guerre, dont les prévisions sont confirmées chaque jour par les événements, l'auteur de la Guerre dans les Aïrs écrit :

« Il est malheureux que nous n'ayons pas à compter seulement avec des peuples mais avec des rois. »

« Une monarchie telle que celle de la Serbie ou de la Bulgarie resserre, personnellement, intensifie ou dénature le sentiment national. Les hautes nationalités et les ambitions nationales peuvent, sans aucun doute, avoir parfois de très maigres influences sur les affaires du monde, mais c'est la courtoisie et la vanité de monarches exceptionnels, des Napoléon, des Frédéric le Grand et autres du même genre — qui menent ces sentiments vagues et vastes à bout et les entraînent à une crise. »

« Il se seront ces mêmes buts concentrés sur individuels, ces petits dieux de la pièce de monnaie et du timbre-poste qui s'opposent le plus à la « Schwellenisation » et à l'application de l'Europe sud-orientale. »

Et quatre lignes plus loin :

« De notre côté, du moins, cette guerre-ci est une guerre de nations et non de princes. »

Enfin, le chapitre en question se termine par ces mots :

« Le monde s'éloigne lentement du nationalisme de Cour pour s'approcher d'un but national collectif. »

Et Wells est d'ailleurs tellement convaincu de la force de la pensée libérale et démocratique dans le monde, qu'il va jusqu'à écrire, toujours dans le même ouvrage :

« L'homme commun et l'homme vil sont réduits par l'effroi à la docilité. Les gouvernements, les pompes, les obstacles deviennent soudain humbles, pitoyables, demandant du secours. Cette époque est une époque de plasticité incalculable. Pour les hommes qui savent ce qu'ils veulent le moment est venu. »

« C'est peut-être ce que vous appelez le renier la démocratie », M. Maurras ? Quant à la question posée à la fin de vo-

tre article : Et Paris ?... soyez bien assuré que Paris n'a nullement besoin d'un roi et encore moins de conseillers comme vous. « Si quelques nationaux engagés aboient avec vous, ne vous faites pas trop d'illusions : la République suffit aux Français, et votre Philippe n'est pas encore près de venir promener sa Delysia en grande pompe sur nos boulevards ! »

Georges Bazile.

Communiqués Officiels

Entre l'Aisne et l'Oise, dans les secteurs de Puisseulieu et de Quennevières, l'ennemi après avoir tenté d'alerter par une brusque fusillade les garnisons de nos tranchées, a dirigé sur nos positions un bombardement très violent mais inefficace.

En Champagne, nous avons mis en complète échec deux nouvelles attaques allemandes menées à la grenade contre nos tranchées de la « Courvine » et appuyées encore par des jets de liquides enflammés.

Rien à signaler sur le reste du front. En Alsace, une de nos escadrilles a survolé Dornach et bombardé les usines employées par les Allemands pour la fabrication des gaz sulfocants.

L'ARMÉE D'ORIENT

La journée du 2 novembre a été calme sur le front de notre secteur en Serbie. Les Bulgares se retranchent devant Krivolak, à deux cents mètres de nos avant-postes dont ils canonnent les avancées.

Dans la journée du 3 novembre, une action a été engagée au nord de Rabrov. Le combat continu. Nos troupes ont mis la main sur les ponts de la Cerna, au nord-ouest de Krivolak.

COMMUNIQUE MONTENEGRIEN

Le consulat général de Monténégro nous communique la dépêche officielle suivante reçue hier soir à Paris : « Le 2 novembre, la lutte a continué activement autour de Vichegrad, où les Monténégrins ont fait soixante prisonniers. »

« Le duel d'artillerie se poursuit sur la Drina. »

« Sur le front Troglav-Vouchido, malgré la violence des attaques, les Monténégrins ont arrêté l'ennemi sur la ligne frontière. »

En Serbie

La situation s'améliore
Lausanne, 5 novembre. — Le général autrichien von Kovetz a déclaré au correspondant de la « Gazette de Francfort » que l'état des routes en Serbie est déplorable ; elles sont couvertes d'un mètre et demi de boue, où les camions restent enlisés. Des chevaux morts jettent le long des chemins. Il faut deux jours pour effectuer un parcours qui ne demanderait qu'une heure en Allemagne.

Bourse de Paris

DU VENDREDI 5 NOVEMBRE 1915
Pas de changement dans la tendance des cours, si ce n'est qu'on remarque un peu plus d'animation en coulisse. La Rente française poursuit son mouvement de recul ; les chemins espagnols, le groupe cuprifère et les diamantifères sont toujours en vedette.
Fonds d'Etat, Français 3 0/0, 65.15 ; 3 1/2 0/0, 90.85 — Extérieure, 87.75 — Turc 4 0/0, 60.

